



Séance Plénière du 9 octobre 2025
Vœu du Groupe Majorité Régionale, Républicains et Indépendants

RENOUVELLEMENT DE L'OPPOSITION CONTRE L'ACCORD AVEC LE MERCOSUR

Le 3 septembre 2025, la Commission européenne a décidé de scinder l'accord entre l'Union européenne (UE) et les pays du Mercosur afin de faire adopter son volet commercial par une simple majorité qualifiée du Conseil de l'UE. Cette manœuvre, contestée par de nombreux États membres, prive les parlements nationaux de leur droit légitime à débattre et se prononcer dans le respect des principes démocratiques qui fondent l'UE.

Dans un contexte marqué par l'instabilité géopolitique et face à des conditions de production de plus en plus contraintes, il est impérieux de préserver, défendre et garantir notre souveraineté alimentaire. Il n'y a pas de souveraineté alimentaire sans nos agriculteurs, sans notre agriculture.

Aucun accord commercial, en particulier le Mercosur ne peut être ratifié si des produits qui ne respectent pas nos normes environnementales et sanitaires peuvent entrer en France. Ce serait trahir nos agriculteurs et fragiliser davantage notre souveraineté alimentaire. Car au final, nous paierons le prix fort économique et sanitaire de cette dépendance accrue aux importations à bas prix, dans les filières viande bovine, volaille, ou encore sucre.

Face à cette situation, le Conseil régional rappelle avec force que l'agriculture est un pilier historique et stratégique de l'Union européenne, et que la sécurité alimentaire de nos concitoyens n'est pas négociable.

Refuser cet accord, qu'il soit dans une version scindée ou non, c'est se battre pour nos agriculteurs au présent et au futur. C'est se battre avec la même détermination que celle avec laquelle se battent chaque jour nos producteurs pour nourrir les Français.

Les Conseillers régionaux des Hauts-de-France, réunis en séance plénière ce jeudi 9 octobre 2025, demandent :

À la **Commission européenne** de renoncer purement et simplement à l'accord avec les pays du Mercosur tel que négocié et présenté aux États membres.

Au **Président de la République** de :

- Refuser de ratifier pour la France l'accord avec le Mercosur ;
- De solliciter la position de la représentation nationale sur les accords commerciaux comme le Mercosur et d'en garantir la prise en compte dans tout processus décisionnel.

VOEU ADOPTÉ

Christophe COULON
Président du Groupe MRR